

AKTUELL

ÉNERGIE

Les prix flambent, le gouvernement attend

Fabien Grasser

La guerre au Moyen-Orient provoque une flambée des prix des carburants, avec le risque de déclencher une crise inflationniste plus large. Interpellé sur la façon dont le gouvernement entend limiter la casse, le ministre de l'Économie répond qu'il est urgent d'attendre. Mais la douloureuse se ressent déjà dans les porte-monnaies.

L'attaque américano-israélienne contre l'Iran a logiquement entraîné une hausse des prix des carburants. Le détroit d'Ormuz, par où transite un cinquième du pétrole mondial, est partiellement bloqué. Les infrastructures pétrolières et portuaires des monarchies du Golfe et de l'Iran sont ciblées presque quotidiennement. Sous l'effet d'une poussée spéculative, il n'a fallu que quelques jours après le déclenchement de l'offensive pour voir le prix du baril grimper à 100 dollars, contre 60 avant le conflit.

Au Luxembourg, le litre de diesel a pris 39 centimes en l'espace de trois semaines, signant la hausse la plus spectaculaire à la pompe. Cela correspond à un surcoût de 20 euros sur un plein de 50 litres. Les autres carburants, le fioul et le gaz ont augmenté dans une moindre proportion. Si le conflit perdure, ces hausses se répercuteront sur quasiment l'ensemble des prix à la consommation.

« Pas de panique », dit le ministre

Face à cette flambée, des pays européens comme la Grèce, la Slovaquie ou la Hongrie ont bloqué les prix, tandis que l'Italie va abaisser les taxes à la pompe. Et le Luxembourg, qu'envisage-t-il de faire ? Le député Déi Lénk David Wagner avait inscrit la question à l'ordre du jour de l'heure d'actualité de la Chambre des députés, ce mardi 17 mars. Le débat a donné lieu à de vifs échanges entre l'opposition et le ministre de l'Économie, Lex Delles, accusé d'inaction. Rappelant que le Luxembourg dépend à 75 % du pétrole et du gaz pour son énergie, le député de la gauche a demandé « une accélération résolue de la transition énergétique ». Il a défendu « un plafonnement général des prix de l'énergie » ou l'introduction d'un crédit d'impôt énergie, à même de protéger les ménages les plus fragiles.

Ce sont « les personnes les plus vulnérables qui sont les plus dure-

ment touchées et celles qui doivent faire le plus d'effort pour passer la fin du mois », a également déploré le nouveau coprésident du LSAP, Georges Engel. Le député a mis en garde contre la menace que cette hausse soudaine des prix de l'énergie fait peser sur les petites entreprises. L'ancien ministre socialiste du Travail a exhorté Lex Delles à réunir au plus vite les partenaires sociaux autour d'une table ronde énergies. « On a besoin d'un gouvernement qui agit et pas qui attend », a cinglé l'élu du Sud. Joëlle Welfing, pour les verts, a enfoncé le clou, estimant « qu'un rude coup est porté à notre économie ». À son tour, elle a rappelé que la hausse frappe d'abord « ceux qui ont moins », alors qu'une personne sur cinq est en risque de pauvreté au Luxembourg. Jugeant que le ministre de l'Économie fait preuve de nonchalance face à la situation, la députée écolo l'a pressé de préparer tout de suite les textes nécessaires pour contrer le danger inflationniste.

Manifestement irrité par ce feu roulant d'accusations, le ministre de l'Économie s'est d'abord défendu d'être resté inactif, assurant avoir « travaillé toutes ces dernières semaines sur les pistes possibles ». Pour l'instant Lex Delles juge qu'il est urgent de ne rien faire, car « ce n'est pas le moment de déclencher une panique ». Si la situation devait perdurer, il a néanmoins promis que le gouvernement prendra des mesures sociales pour soutenir les ménages à faible revenu. Il n'y a pas de risque de pénurie de carburants, a-t-il encore soutenu, car le Luxembourg dispose de 93 jours de réserve.

Contrairement aux chocs pétroliers des années 1970, ou plus récemment avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il n'y a pas de baisse de la production, mais un problème logistique pour acheminer les hydrocarbures hors du Golfe. Aussi, le ministre de l'Économie espère une réouverture rapide du détroit d'Ormuz, tout en disant ne pas savoir ce qu'il se passera dans une ou deux semaines. « Ce n'est pas le moment de spéculer » a insisté Lex Delles. Il est vrai que de cela, les compagnies pétrolières et les distributeurs s'en sont déjà chargés en faisant grimper artificiellement les prix. Mais de cela, le ministre n'a rien dit.

SHORT NEWS

Du neuf au LSAP et du rififi à l'ADR

(fg) – Chez les socialistes, Francine Closener et Dan Biancalana ont cédé la coprésidence du parti à Georges Engel et Maxime Miltgen, lors du congrès du LSAP, à Hollerich, samedi 14 mars. Un choix de direction intergénérationnelle pour préparer au mieux les législatives de 2028, avec l'ambition de revenir au gouvernement. Le premier, député du Sud et ancien ministre, est âgé de 57 ans, tandis que la seconde, conseillère communale à Luxembourg depuis 2023, est âgée de 32 ans. La coalition CSV-DP a réussi à « se fâcher avec presque toute la société », a constaté Georges Engel, devant les quelque 300 délégués présents. « Pour mettre en œuvre notre vision et nos idéaux sociaux, nous avons besoin d'un parti fort », a pour sa part affirmé Maxime Miltgen. Après les socialistes le samedi, c'est l'ADR qui a tenu son congrès, à Keispelt, le lendemain. Le parti, qui compte cinq élus à la Chambre, s'est dit convaincu de pouvoir remporter les prochaines législatives. Mais la journée s'est apparemment mal finie pour la formation : plusieurs membres d'ADR International, dont son président, David Gawlik, aurait en effet claqué la porte du parti, juste après le congrès, selon une information de L'Essentiel. Sur le site internet du parti, on peut en effet constater que plusieurs noms ont disparu de la page consacrée à l'ADR International, dont celui de son président, remplacé par un point d'interrogation. Les démissionnaires reprocheraient au parti une absence de démocratie interne et des dérives xénophobes. Étonnant, non ?

« Une pente glissante préoccupante »

(fg) – La Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) rend un avis tranchant sur le projet de Léon Gloden d'installer 110 nouvelles caméras de vidéosurveillance (Visupol) dans le quartier de la gare, à Luxembourg. Elles couvriraient près de la moitié du quartier, tant du côté de la rue de Strasbourg que de celle du Fort Neipperg. Ce n'est pas « la vidéosurveillance en tant que telle qui pose problème, mais un cadre juridique insuffisant et une mise en œuvre inadéquate », juge la CCDH. « L'absence d'une évaluation approfondie de la nécessité et de la proportionnalité fait que son extension continue risque non seulement de nuire à l'utilité du dispositif, mais aussi de constituer une pente glissante préoccupante », s'inquiète-t-elle. La CCDH regrette notamment l'absence d'une « analyse d'impact poussée afin de pouvoir apprécier de manière globale la justification, la portée et les implications du dispositif ». Si la commission convient que la vidéosurveillance peut « se justifier dans certains cas », elle constate un manque « réflexion sur l'efficacité des caméras déjà installées, ni sur l'utilité de celles à installer ». La copie est donc à revoir, et les remarques de la CCDH posent une nouvelle fois la question de l'efficacité de ces dispositifs. De multiples études montrent qu'elle est très relative. « Aucune corrélation n'a été révélée entre l'existence de dispositifs de vidéoprotection et le niveau de la délinquance commise sur la voie publique ou encore le taux d'élucidation », écrivait, en 2020, la Cour des comptes française, pointant en revanche le coût élevé des caméras.

Parlement plaudert über PFAS

(ja) – Am vergangenen Mittwoch diskutierten die Luxemburger Abgeordneten über die Kontaminierung mit Ewigkeitschemikalien. Dies aufgrund einer Interpellation, die von Claire Delcourt (LSAP) ausging. Anlass war der Bericht der informellen interministeriellen Arbeitsgruppe, der zwei Jahre lang auf sich hat warten lassen. Während die meisten Oppositionsparteien grundsätzlich mit der Stoßrichtung der Regierung einverstanden sind, wünschen sie sich konkrete Maßnahmen beim Trinkwasser- und Arbeitsschutz. Vor allem LSAP, Déi Gréng und Déi Lénk bedauerten die passive Haltung der Regierung, die weiterhin auf zukünftige EU-Richtlinien setzt. Viele Abgeordnete betonten, dass sich per- und polyfluorierte Alkylsubstanzen (PFAS) in vielen Alltagsgegenständen wie Pfannen oder regenabweisender Kleidung befänden. Die Rolle der Landwirtschaft, die laut dem Bericht in Luxemburg für 30 bis 50 Prozent der Emissionen der wichtigsten PFAS, Trifluoracetat, verantwortlich ist, wurde hingegen kaum thematisiert. Umweltminister Serge Wilmes (CSV) tat dies zwar, verwies jedoch auf internationale Initiativen, an denen sich Luxemburg beteilige. In den nächsten Monaten sollen Berichte der EU-Chemikalienbehörde über die mögliche Beschränkung wichtiger PFAS erscheinen. Die gesamte Berichterstattung der woxx über Ewigkeitschemikalien, inklusive unserer exklusiven vierteiligen investigativen Recherche, finden sie unter woxx.eu/pfas.